

# **DISCOURS, MESSAGES ET ENTRETIENS 1987**



*Photo M.R.N.D.*

**de Son Excellence  
le Général-Major HABYARIMANA Juvenal  
Président de la République Rwandaise  
et Président-Fondateur du Mouvement  
Révolutionnaire National pour  
le Développement.**

**MESSAGE DE SON EXCELLENCE LE GENERAL-MAJOR  
HABYARIMANA JUVENAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE, A L'OCCASION DU NOUVEL AN 1988.**

(KIGALI, LE 31 DECEMBRE 1987)

Militantes et Militants,

Chers amis du RWANDA,

Une année chargée de symboles et de promesses. Une année aussi de difficultés économiques majeures — telle nous apparaît l'année 1987 !

Une année tant chargée de symboles et de promesses ! L'année 1987 aura été celle du 25e anniversaire de la reconquête de notre Indépendance politique.

Grande a été la dignité, profonde la joie, avec lesquelles le peuple rwandais a célébré ce symbole éclatant de sa réussite comme pays indépendant, comme membre à part entière, et respecté, des Nations de ce monde.

25 ans dans la vie d'une nation, ce n'est pas beaucoup. Mais n'est - ce pas pendant cette période que se forme un pays, une nation, que se dessinent, et se justifient, les espoirs d'avenir d'un peuple, et qu'une société doit prouver qu'elle est en mesure d'affronter les défis premiers, à savoir, se constituer véritablement en société, s'organiser, se structurer, assumer, dès les premiers jours, les responsabilités pour ses membres, pour ses enfants — en d'autres termes, répondre aux attentes en elle placées par la Communauté régionale, par la Communauté internationale?

Militantes et Militants,

Tous les amis du RWANDA, venus de près ou de loin dans notre pays pour commémorer avec nous cette date heureuse, tous ont été unanimes pour reconnaître le chemin réellement important parcouru depuis 25 ans par le peuple rwandais.

Je tiens à vous remercier très chaleureusement, — à remercier de tout mon cœur toutes les Rwandaises, tous les Rwandais, et tous les jeunes rwandais en particulier, — des efforts énormes et enthousiastes que vous avez fournis pour que ce premier grand anniversaire de notre histoire politique ait pu être célébré si dignement, si joyeusement aussi, et avec une sincère et indélébile reconnaissance à l'égard de celles et de ceux qui avaient contribué, parfois au prix même de leur vie, à ce que notre beau pays, le RWANDA, pût naître et prospérer.

Trouver dans notre passé les raisons d'espérer, cerner la problématique d'aujourd'hui avec un regard neuf, concevoir une prospective en imaginant nos défis de demain, nos défis d'après — demain, et appliquer cet effort de prospection et d'imagination à la vision qui doit nous guider aujourd'hui pour que nous mettions en place dès maintenant ce qui doit être mis en place afin d'être prêt demain — voilà l'interpellation profonde du 25<sup>e</sup> anniversaire de notre Indépendance politique!

C'est en prévision de cette échéance majeure — le 25<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de notre pays, symbole de maturité — c'est pour répondre à cette interpellation fondamentale que, depuis bientôt deux ans, nous avons consacré, consciemment, patiemment, mais sans compromission aucune, nos efforts les plus lucides, les plus engagés, à vérifier d'abord si ce qui avait été mis en place, depuis un quart de siècle, est toujours approprié par rapport aux besoins et aux exigences d'aujourd'hui.

Il a fallu procéder, impérativement, à une prise de conscience nouvelle des enjeux véritables, des enjeux redéfinis, car, aggravés par les circonstances, du développement futur de notre pays; il a fallu procéder, systématiquement, sans complaisance aucune, à un examen critique, voire autocritique, de la vision d'autodéveloppement qui nous guide dans notre conception du progrès bien compris de notre pays, et des priorités qui en découlent pour l'avenir, pour que ce 25<sup>e</sup> anniversaire de notre Indépendance devienne ce carrefour décisif dans l'existence du RWANDA, qui nous permettra d'approfondir nos orientations, de nous rassurer

sur les orientations prises, en fonction d'une perception toujours plus aiguë et toujours davantage partagée par les forces vives de notre pays, de la voie que nous devons suivre pour assurer à nos enfants un avenir sûr, un avenir encourageant, ouvert, dont ils pourront être fiers, et qui sera aussi le nôtre.

Cet examen de conscience — nous l'avons fait aussi à travers nos rencontres avec les fonctionnaires de l'administration centrale et les responsables politiques des divers départements et instances de notre pays.

L'administration publique et politique chez nous doit être vue comme une clé — la clé qui peut nous ouvrir la porte vers un avenir plein de promesses, mais aussi la clé qui pourrait nous fermer l'horizon, nous priver de la possibilité d'entrevoir un avenir rassurant, ce qui serait le cas si elle n'était pas motivée par ce qui fait sa vocation, par ce qui justifie son existence — à savoir être au service du bien commun, sans trêve ni repos!

L'administration publique et politique, c'est vraiment la clé qui permet d'ouvrir les vannes de la dynamique sociale nationale, la clé permettant de déclencher toutes ces initiatives, toute cette volonté d'entreprendre, qui ne cherchent qu'à se réaliser; la clé aussi qui permette de libérer les forces de l'imagination, de légitimer ces innovations sociales et économiques pouvant révolutionner le paysage socio — politique!

Mais pour qu'elle soit cette clé de notre progrès — l'administration publique et politique doit être à la hauteur de ce rôle vital qu'elle doit assumer pour la survie de notre pays.

L'administration rwandaise était sur le point de devenir un poids de plus en plus lourd; elle commençait par donner des signes d'essoufflement, d'épuisement, de distraction coupable.

Il était grand temps de réagir — trop de déperditions d'efforts de toutes sortes dans l'accomplissement des tâches compromettaient l'efficacité du travail attendu, l'exécution des instructions, le suivi des orientations données; alors que le travail réel-

lement accompli devenait de plus en plus le fait de quelques fonctionnaires, peu nombreux, mais toujours les mêmes, particulièrement motivés par une conscience professionnelle exemplaire, la majorité de nos fonctionnaires confondaient loisirs et occupations personnelles avec le travail à fournir.

La baisse de la morale et la dégradation de la gestion des affaires publiques, qui en résultaient, ne pouvaient qu'affecter négativement la réputation du RWANDA.

Nous avons réagi vigoureusement. Nous avons, au cours de cette année, non seulement clarifié les tenants et les aboutissants de la déontologie en matière de gestion publique et tracé les codes de conduite y relatifs, mais nous avons aussi explicité et approfondi, grâce au dialogue qui s'est installé, l'essence de nos politiques, l'enjeu de nos stratégies, les priorités de notre autodéveloppement.

Militantes et Militants,

J'ai bon espoir que le message lancé cette année commence déjà à être compris par plusieurs. Mais ce n'est pas encore — et de loin pas — suffisant. Il faut aller plus vite.

Je suis confiant, quant à moi, l'action de pédagogie active se poursuivant, les contrôles et sanctions s'alourdisant, que, grâce à la référence déontologique introduite et au début de ressaisissement constaté, l'assainissement de la fonction publique et politique entrera dans les faits.

Il ne s'agit tout de même pas de manquer le rendez-vous avec l'histoire — les 25 ans à venir risqueraient d'être invivables!

Suite aux rencontres avec les fonctionnaires et les responsables politiques, nous avons tiré les conclusions, nous avons pris des décisions claires, nous avons donné des orientations précises.

Il m'aurait fait grand plaisir, Militantes et Militants, si j'avais pu vous annoncer aujourd'hui que toutes les décisions prises, que toutes les orientations données sont déjà toutes devenues réalité!

Hélas, il n'en est pas ainsi. D'abord parce que les circons-

tances économiques, s'aggravant de jour en jour, ont, à juste titre, absorbé le plus clair de nos efforts. D'autre part, certaines décisions exigeaient pour leur réalisation des efforts supplémentaires nécessitant plus de temps que prévu. Pour d'autres, la mise en mouvement s'est avérée plus lente que souhaité. Et peut-être aussi que certaines échéances ont pu être fixées d'une manière trop optimiste.

Mais les choses avancent tout de même! Et je tiens aujourd'hui à vous assurer qu'aucune décision ni orientation prises ne sera modifiée sauf si c'était pour l'améliorer.

Sur un point, en revanche, je me dois de faire un commentaire : c'est l'assainissement moral de la Fonction Publique. Comme vous avez pu le constater, certains services administratifs ont déjà connu un début d'épuration permettant d'écartier une fois pour toutes certains des éléments les plus pourris, les plus vénaux qu'ils abritaient, et d'autres suivront.

Il n'est pas question que les éléments évincés puissent retrouver de nouvelles affectations au sein de la Fonction Publique, par la voie, par exemple, de mutations horizontales! Cela serait en contradiction flagrante avec nos engagements en faveur de l'assainissement recherché! Chacun doit apprendre à vivre les conséquences de ses actes; il faut accepter le principe de sanctions; sans sanctions, il n'y a pas moyen de bien gérer ou de faire respecter la déontologie établie. Les «détourneurs» de biens publics sont à rayer définitivement de la Fonction Publique. Sous d'autres cieux des crimes du genre font tomber des têtes.

Tant et tant de jeunes et d'adultes, capables, expérimentés, diplômés ou non, n'attendent que de pouvoir démontrer qu'ils sont désireux et capables d'oeuvrer pour le progrès du RWANDA, qu'ils sont prêts à se dépenser sans compter pour que notre pays, pour que nos enfants, aient un avenir plein de promesses.

Ce n'est pas en maintenant dans l'administration des éléments non productifs, nocifs parfois, ce n'est pas en continuant à cultiver l'esprit de clientélisme, que nous pourrons préparer notre

avenir — notre avenir qui est celui de notre jeunesse!

L'année 1987 nous aura permis d'entamer énergiquement le redressement moral de la Fonction Publique et Politique. Ce ne sera pas le moindre de ses acquis que de nous avoir permis de progresser à grands pas vers cette Réforme administrative en profondeur — véritable défi existentiel! — et qui touchera tous les secteurs de la vie administrative et politique de notre pays. Ne s'agit-il pas de faire des 25 ans à venir ceux de la commune, ceux de la gestion la plus efficiente possible, ceux des promesses exaltantes d'un avenir sûr, à condition justement que les 25 ans à venir soient ceux de la participation de tous à l'oeuvre nationale?

L'année 1987 — année de symboles et de promesses, mais année aussi, hélas, de difficultés économiques majeures !

Des difficultés économiques, nous en avons parlé souvent, cette année : la baisse catastrophique de nos recettes d'exportation, due à l'effondrement des prix des trois matières premières que nous exportons (café, thé, étain); due à l'anarchie des marchés monétaires internationaux, représente un véritable garrottage pour notre économie, à l'instar de toutes les économies africaines.

Que ces déceptions nous arrivent l'année où nous espérions, sans trop de soucis immédiats, chanter les promesses de nos 25 ans d'Indépendance — j'y vois, en réalité, un symbole et une mise en garde :

. le symbole de la lutte acharnée, désespérée, que nous devons continuer à mener contre le système économique international foncièrement hostile, foncièrement dirigé contre les intérêts des pays africains — condition déterminante de notre sous-développement;

. la mise en garde contre toute tentation de vouloir trouver les solutions à nos problèmes ailleurs que chez nous, autrement qu'en comptant essentiellement sur nos propres forces!

C'est, au fond, la légitimation la plus éclatante de ce que nous voulons "autodéveloppement".

Face à la crise sans précédent, votre Gouvernement, Militantes et Militants, a réagi rapidement et énergiquement, sans attendre les instructions toujours pressantes venant du dehors. Le plan économique d'urgence, tel que je vous l'ai présenté, le 15 juin passé, représente non seulement un effort majeur pour colmater rapidement les brèches, mais il constitue aussi notre référence par excellence pour mettre de l'ordre dans la gestion macro-économique et de nous assurer de la maîtrise aussi complète que possible de la plupart des paramètres économiques décisifs. Et là, j'ai l'impression, que nous sommes en bonne voie de réussir.

Une fois que nous aurons acquis la maîtrise de ces paramètres, il sera possible, grâce à la restructuration envisagée de notre économie, de mettre en place des approches permettant de concilier les exigences d'une croissance réelle avec une gestion sûre de notre économie. L'année 1987 nous y aura rapproché beaucoup.

D'ores et déjà, trois éléments m'apparaissent positifs, encourageants, malgré la gravité de la situation — trois acquis que je crois fondamentalement prometteurs, et dont nous pouvons créditer l'année 1987.

Le premier acquis, c'est l'engagement sans faille de votre Gouvernement, Militantes et Militants, de soutenir le prix payé aux producteurs de nos matières premières exportées, et cela malgré la chute dramatique des prix de ces dernières, et malgré les sacrifices évidents que cela entraîne!

Que nous soyons en mesure de le faire et que nous allions aussi loin que nous pouvons aller — n'est-ce pas un encouragement extraordinaire, la preuve selon laquelle nous sommes capables de ne pas compromettre le pouvoir d'achat en milieu rural, d'éviter, autant que nous le pouvons, de faire payer au producteur-paysan innocent, et travaillant si durement pour obtenir un peu d'argent liquide, de lui faire payer les aberrations coupables du système économique mondial.

Tout notre pays se retrouve, une fois de plus, derrière nos paysans — pouvoir leur garantir les acquis de leur niveau de vie, c'est notre fierté!

Le deuxième acquis positif de cette crise — c'est qu'elle nous aura permis d'affiner encore plus notre approche à l'ajustement et à la restructuration de notre économie.

En effet, la crise a forcé les responsables directement concernés à accepter, une fois pour toutes, je l'espère, dans toutes leurs conséquences, les vraies réalités de notre économie !

Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement — ce n'est qu'en fondant nos stratégies, nos politiques, nos priorités sur la réalité véritable de notre économie et bien maîtrisée — attitude réellement révolutionnaire ! — que nous pourrons en attendre un progrès réel, solide et durable! Vivre au-dessus de nos moyens — tentation mortelle pour nos économies.

C'est dans ce cadre que j'ai déclaré le 15 juin dernier : "Si la crise actuelle pouvait être ce réveil puissant, (...) rappelant à tous leurs véritables responsabilités (...), elle nous aura été bénéfique. (...) La façon dont nous allons sortir de cette crise violente nous permettra de tester la consistance des bases que nous avons jetées pour notre autodéveloppement". Cela je le disais le 15 juin dernier.

J'en suis encore davantage convaincu aujourd'hui. Cette année, le RWANDA a ainsi pu renforcer son action sur le plan de l'assainissement de la gestion économique, préalable à toute restructuration ultérieure.

Notre approche part de la réalité concrète de la gestion macroéconomique et de la vie économique nationale, car ce n'est qu'à partir de cette réalité, bien maîtrisée conceptuellement et opératoirement, qu'il est possible de concevoir un ajustement structurel éventuel de l'économie. C'est grâce à l'étroite interaction entre la gestion macroéconomique et le comportement microéconomique qu'un ajustement structurel peut seul avoir le moindre impact positif sur la réalité de la maîtrise du comportement économique concret.

Dans cette façon de voir les choses, la gestion rigoureuse du budget, la maîtrise judicieuse de l'endettement, la stabilité monétaire font partie intégrante de tout ajustement structurel de l'économie rwandaise au même titre que la gestion, telle que nous l'entendons, des importations, la promotion intégrée des exportations, y compris le changement d'attitudes et de comportements, ou d'autres vecteurs tout aussi importants comme la redistribution du pouvoir économique et politique en faveur des communes, la mobilisation de toutes les forces vives autour de la défense économique, ou l'approche à la planification réellement participative et ancrée avant tout dans la réalité des communes.

L'année 1987 nous aura permis d'y voir encore plus clair et de procéder en conséquence.

Le troisième acquis de 1987 est la mise en place des conditions permettant de maîtriser à terme notre politique d'endettement. La crise de cette année a révélé d'une façon on ne peut plus brutale l'extrême précarité de notre pays, due à son endettement.

L'enjeu est terrible; les contradictions donnent un cauchemar. Est-il concevable, est-il compréhensible, que par les politiques même qui prétendaient les aider à progresser, nos pays se retrouvent de plus en plus dans un véritable garrot menaçant de nous étrangler?

Le problème vient fondamentalement du fait que la capacité de nos pays d'augmenter nos recettes en devises, qui nous reviennent, est structurellement limitée — et la crise actuelle, et celles encore à venir, nous enlèvent même le peu que nous avions.

Face à des dettes croissantes dont il faut s'acquitter en devises, mais qu'il nous est difficile d'obtenir par un surplus créé par nos recettes d'exportations, sans compter le fait que la croissance économique entraîne par la force des choses de nouvelles importations exigeant à leur tour des dépenses en devises plus importantes, face à tout cela, le Gouvernement rwandais a pris des dispositions draconiennes, en commençant par stipuler les condi-

tions extrêmement contraignantes dans lesquelles seul l'Etat pourra désormais prendre des engagements financiers extérieurs.

Il sera inévitable que la rigueur introduite sur ce plan entraîne certains sacrifices, pendant un certain temps. Mais toute autre attitude eût été du suicide, car elle équivaudrait à l'acceptation d'un esclavage économique, bafouant l'honneur de nos peuples en nous forçant de considérer un système international de charité, charité bien ordonnée, comme l'essence du moteur de nos économies, nous condamnant à ne jamais pouvoir nous en sortir.

Et pourtant, nous avons un besoin vital de capitaux extérieurs, c'est-à-dire, de devises étrangères fortes, et qui sont en principe disponibles, mais nous ne pourrons continuer à y avoir recours pour les besoins d'investissement de notre économie, sans que nous disposions de garanties institutionnalisées raisonnables, et qui sont de l'intérêt de tous les partenaires concernés nous permettant de faire face à nos engagements!

Lors du récent Sommet des Chefs d'Etat de l'OUA, à Addis-Abeba, le RWANDA a formulé un certain nombre de propositions qui ont retenu l'attention d'autres pays africains, et dont nous pensons qu'elles sont raisonnables, qu'elles sont possibles, efficaces et dans l'intérêt de tout le monde.

L'année 1987 nous aura ainsi été bénéfique — malgré la crise, et peut-être grâce à cette crise — car elle nous aura permis d'accélérer, pour le plus grand bien de notre économie, la prise de certaines mesures existentielles qui, de toute façon se seraient un jour avérées inévitables. Nous avons ainsi gagné un temps extrêmement précieux, nous avons pu réagir avant le jour où cela eût été trop tard!

#### Militantes et Militants,

J'aimerais terminer ce bilan de l'année 1987 et des réflexions qu'elle m'a inspirées, en mentionnant un autre domaine où le RWANDA a réalisé beaucoup de progrès, conformément à la priorité qu'il lui a toujours accordée : c'est celui de la santé de nos

enfants et de la lutte contre les maladies épidémiques.

Grâce à l'aide de certains de nos amis, nos responsables de la Santé publique peuvent faire état de résultats très encourageants à la fois dans la lutte contre certaines maladies et l'immunisation de tous les enfants de bas âge contre les principales maladies épidémiques.

Les responsables de la Santé publique estiment que, dans le cadre du Plan d'action pour un programme de survie et de développement de l'enfant rwandais, fortement appuyé par l'UNICEF, l'immunisation universelle de tous les enfants de notre pays est ainsi en excellente voie de réalisation. L'année 1987 en aura consolidé les bases.

Vous le savez, une autre maladie du type épidémique, d'origine récente, et sévissant particulièrement dans les agglomérations urbaines — le SIDA — inquiète à juste titre nos femmes, nos jeunes, nos couples, les responsables de la santé publique, comme toute la communauté internationale, tant il est vrai que ses effets risquent d'être terribles, si l'on n'y prend pas garde.

Grâce à la vigoureuse et courageuse position prise par le Gouvernement rwandais, en début d'année, il a été possible de mobiliser beaucoup de ressources, matérielles et humaines, en vue de l'information, en vue de l'éducation publique, de la prévention et de la mise à disposition des moyens de prévention, et d'encourager la recherche sur cette épidémie potentiellement fatale.

Nos efforts ne se sont pas limités à la seule mise en place d'un vaste programme d'information publique. Aujourd'hui, pour toutes les transfusions de sang, effectuées au RWANDA, les sérums de sang utilisés sont testés pour les anticorps, selon les mêmes méthodes scientifiques selon lesquelles sont testés les sérums en Europe ou en Amérique du Nord. Les autorités sanitaires rwandaises se proposent d'effectuer une enquête nationale globale sur l'état de la maladie dans l'ensemble du pays, et qui fournira des données précieuses pour la mise en route du programme OMS, appuyés par de nombreux bailleurs de fonds.

Pour ce qui est de la recherche elle-même, les programmes en cours, d'un intérêt indéniable, permettront de savoir tous les jours un peu plus sur cette maladie.

Comme je l'ai déjà dit en janvier passé, il faudra que la recherche soit grandement encouragée, que les conventions signées soient respectées, que les résultats scientifiques, et répondant à la déontologie en la matière, soient publiés rapidement pour que les recherches effectuées dans notre pays puissent contribuer à trouver des solutions — et cela dans le meilleur intérêt de notre pays, dans le meilleur intérêt des pays de la région, dans lesquels cette maladie sévit aussi, et dans l'intérêt de la communauté internationale.

Ce sera notre contribution à la solution d'un problème qui préoccupe les autorités de santé du monde entier. Ce sera la contrepartie que nous pouvons fournir à la communauté internationale qui nous aide beaucoup dans ce domaine.

Militantes et Militants,

L'année 1987 — grave dans sa signification symbolique — prend fin.

L'année 1988 est devant la porte!

A l'aube de l'année 1988, je tiens à adresser à toutes les RWANDAISES et à tous les RWANDAIS où qu'ils se trouvent, à toutes les Militantes et à tous les Militants, mes voeux les plus cordiaux, les plus sincères pour que l'année qui vient soit, elle aussi, une année de paix, une année de progrès pour chacun d'entre vous et que les motifs de bonheur, que les motifs de satisfaction, de joie l'emportent sur tout le reste.

Mes voeux les plus chaleureux et les plus francs de paix, de bonheur, et de prospérité, je tiens aussi à les présenter, au nom de toutes les Militantes et de tous les Militants de notre Mouvement, à tous les membres du Corps Diplomatique et Consulaire, à tous les responsables des agences et organismes de coopération, à leurs familles, à leurs collaborateurs et à leurs concitoyens, aux

respectés dirigeants de leurs pays, à tous les coopérants et à leurs épouses et enfants, à tous les volontaires, à nos religieux et à nos religieuses, à tous nos amis travaillant au RWANDA, et pour le RWANDA, ici et ailleurs, à tous nos visiteurs de passage aujourd'hui dans notre pays, en vous disant à tous, avec humilité et sincérité, que nous savons très bien à quel point votre présence, votre travail, vos encouragements, et vos critiques aussi, nous sont indispensables. Voilà pourquoi nous avions placé le 25<sup>e</sup> anniversaire de notre Indépendance sous le sigle de l'amitié et de la co-opération internationale.

Des voeux particulièrement chaleureux et émus, je tiens à les adresser aux peuples et à leurs distingués Chefs d'Etat des pays qui entourent le RWANDA, qui forment notre région au sens large, pour que l'année qui vient soit un nouveau témoignage de l'ardeur avec laquelle nous poursuivons la solidarité, l'entente et la stabilité régionale dans l'intérêt de tous les habitants de cette partie du monde. En particulier, il faudra que nous continuions à montrer au monde, au-delà des frictions ou des malentendus éventuels, que nous sommes inspirés par un idéal de paix, que nous sommes capables de résoudre nos problèmes nous-mêmes afin de nous préparer un avenir rayonnant de paix, de prospérité et de solidarité où toutes nos forces seront consacrées à la lutte pour le développement bien compris de notre région.

Rwandaises, Rwandais,

Il y a exactement une année, j'ai dit que le retard pris dans la préparation de notre nouveau Plan n'était pas tragique, car cela permettra de mieux faire, l'approfondissement et la maîtrise du processus nous apparaissant plus importants que le résultat final sous forme d'un document n'étant que trop souvent un alibi.

Depuis une année, un nombre important de réunions a eu lieu impliquant les bourgmestres, les préfets, mais aussi des paysans, des femmes. C'est encourageant.

Néanmoins, il ne faut pas que le processus se résume à un exercice purement "médiatique"! Il ne suffit pas de dire ce que

nous aimerais faire, mais un jour il faut commencer par montrer comment concrètement nous pouvons faire ce que nous aimerais faire!

L'enjeu vital, c'est de légitimer les aspirations des gens, de concevoir — une fois que la structure de l'Etat, du pays, ont pu se consolider, et ainsi le permettre — de concevoir un processus de planification, c'est-à-dire, la mise en oeuvre, la mobilisation, d'une manière concertée, des moyens en fonction des objectifs, dans le temps et dans l'espace, — un processus de planification donc qui permette d'organiser la réalité des communes, en fonction des aspirations de tous les jours et la perception des urgences par les habitants des communes. Le progrès, réel, tangible, doit ainsi avoir lieu là où sont les gens, dans nos communes, l'Etat continuant à s'occuper de la mise en place, concertée elle aussi, des conditions permettant précisément de concevoir un progrès identifié d'un commun accord.

De cette façon de procéder, le jour où elle sera réalité, découlera aussi la légitimation de l'administration, publique et politique! Ne doit-elle pas — cette administration — tirer sa justification finale de la façon dont elle s'acquitte de ce que les gens attendent d'elle, dont elle répond des tâches que les gens lui auront données?

L'administration publique et politique, jusqu'à présent, a une tendance nette à se légitimer "par le haut", par le pouvoir en haut de la pyramide. Elle s'est ainsi développée avec le regard constamment fixé sur le pouvoir "d'en haut", de sorte que la "base", le "peuple", "les gens", vous et moi, si j'ose dire, ont trop souvent paru comme une espèce d'exutoire de ses propres aspirations. C'est pourtant la base qui donne à la pyramide toute sa force, toute sa puissance. C'est elle qui doit légitimer la classe administrative, la classe politique.

Cela, je l'ai dit aussi le 1er juillet passé, lorsque j'ai exprimé ma conviction selon laquelle : "Penser l'administration à partir de la base, pour qu'elle soit aussi endogène que possible, pour qu'elle soit le plus proche possible des administrés, de la population et

qu'elle favorise par tous les moyens la participation de celle-ci à l'oeuvre de développement".

C'est dire tout le défi qui attend l'administration si elle veut répondre aux exigences de notre nouveau paradigme de planification. Nous avons progressé beaucoup cette année : l'administration commence par être convaincue elle-même de ce dont elle voudrait convaincre les autres!

Le processus doit continuer, doit s'affirmer, s'approfondir et se concrétiser. Même si cela provoque un retard dans le calendrier fixé pour la préparation de notre Plan.

En revanche, là où il faut avancer très vite, c'est sur le plan de la finalisation de certaines stratégies nationales, comme celle des infrastructures, comme celle des télécommunications, celle de l'industrialisation, domaines dans lesquels une stratégie plus cohérente doit nous servir de référence.

Enfin, à certains amis-bailleurs de fonds qui s'inquiètent de ne pas recevoir rapidement du Rwanda un document-plan, j'aimerais dire aujourd'hui que nous sommes très sensibles à leurs préoccupations. Nous leur demandons cependant d'essayer de comprendre l'enjeu vital pour le RWANDA du nouveau paradigme de planification et de nous aider plutôt à le réaliser.

De plus, pour l'instant, on ne m'a pas encore signalé que les bailleurs de fonds auraient de la difficulté de trouver des domaines d'intervention utiles à notre pays!

Je crois qu'il est dans l'intérêt bien compris de nos bailleurs de fonds eux-mêmes, de nos amis de toujours, que nous concevions nous-mêmes la meilleure façon de nous organiser et d'être cohérents dans ce que nous voulons promouvoir. Un nouveau document-plan est nécessaire, j'en conviens. Mais les orientations politiques du Rwanda en matière de développement sont bien connues ainsi que ses priorités, comme tout ce qui est de cette coopération internationale si active, si intense et dont nous ne cessons de dire tous les jours qu'elle est exemplaire et que nous

ne pourrions nous en passer.

Militantes et Militants,

L'année qui vient de s'écouler était placée sous le thème de l'autosuffisance alimentaire et nous y avions vu la concrétisation de tous les efforts entrepris depuis si longtemps et auxquels nous avons consacré chaque année un thème spécifique. L'année 1987 était donc à la fois la consolidation de tous les efforts particuliers entrepris, l'incitation à continuer et à les mener à bien pour que le résultat de ces efforts soit effectivement l'autosuffisance alimentaire bien comprise — leitmotiv de notre effort global de planification, pour que tout ce que nous entreprenions, dans les différents secteurs, converge vers cet objectif existentiel, à savoir, nous permettre de nous nourrir et d'accroître notre niveau de vie.

L'année qui vient de s'écouler a aussi connu un début très prometteur de mobilisation de nos communes, de nos paysans en vue de leur participation plus directe, plus directrice, dans la définition de leurs propres intérêts, en vue de leur permettre de prendre toujours davantage en main leurs destinées, de s'organiser toujours plus pour se faire valoir, pour faire valoir leurs intérêts. Donner le pouvoir de décider à ceux qui doivent vivre les conséquences de leurs décisions concernant la façon d'améliorer leur niveau de vie — compter sur ses propres forces d'abord pour faire avancer sa cause — c'est la quintessence d'un développement réussi!

L'année 1988 sera à bien des égards décisive — en particulier en ce qui concerne la façon dont nous continuons et consolidons ce qu'il faudra pour promouvoir notre autodéveloppement et le vivre intensément.

Militantes et Militants,

Vous ne serez donc guère surpris d'apprendre que nous avons placé l'année 1988 dans la continuité logique et psychologique de ce que nous avons entrepris, pour que la mobilisation recherchée du monde rural, de ses forces vives, permette de cristalliser

toujours plus cette quintessence de notre autodéveloppement. Un autodéveloppement réussi qui permette de promouvoir dans notre milieu rural toutes les forces intrinsèques qui font son dynamisme, qui lui prouvent qu'il peut s'organiser toujours mieux, qu'il peut se défendre et défendre ses intérêts toujours plus efficacement, pour acquérir le pouvoir qui doit être le sien pour améliorer son sort, son niveau de vie et satisfaire ainsi toujours plus ses besoins matériels et spirituels.

En d'autres termes, il s'agira pour la paysanne, et pour le paysan, pour nos jeunes — pour tout le milieu rural! — de s'auto-organiser en vue de capitaliser tous les efforts faits depuis tant d'années et de permettre à chacun de défendre son revenu et d'accroître le rendement de son travail et de ses sacrifices.

L'année 1988 sera donc "POUR LA DEFENSE DU REVENU DU PAYSAN"!

L'une des meilleures, sinon la meilleure façon, de le faire est celle qui stimule, qui incite le milieu rural à s'organiser par ses propres forces, pour se défendre lui-même en puisant dans ses valeurs les plus authentiques, et dans son environnement propre, ce qui lui permet réellement de s'affirmer, et de se prendre en charge lui-même.

L'année qui vient devra ainsi exalter les ressources et les atouts propres au monde rural pour la défense de ses intérêts économiques, sociaux et culturels.

L'autoorganisation du monde rural, l'autopromotion rurale, l'autodéfense du milieu rural, sont des notions que nous devons concrétiser si nous voulons avancer rapidement.

Il s'agira en effet de déclencher un processus qui permette aux paysans, qui permette au milieu rural, de devenir fort par lui-même, car il en a les moyens. Il y a une année, j'ai déjà dit ceci : "Tous les jours, il faudra renforcer la défense de nos paysans-producteurs et trouver de nouvelles formules, de nouvelles actions, de nouveaux types d'organisation, pour que l'agriculteur-éleveur

soit assuré que son effort de nourrir le pays soit payé en retour".

S'organiser soi-même pour devenir plus fort — c'est valable dans tous les domaines en milieu rural, dans le monde de nos artisans, aussi bien qu'en milieu urbain : là où les gens s'associent pour entreprendre quelque chose, pour réaliser une oeuvre, pour se défendre, défendre leurs intérêts — le succès ne peut pas être loin.

Dans le domaine de la production par exemple, diverses formes associatives peuvent être de puissants facteurs de développement, qu'il s'agisse de l'organisation des travaux champêtres, qu'il s'agisse de la pratique des cultures où en période d'ensemencement, ou de sarclage, ou de moisson, les efforts mis ensemble feraient gagner du temps et de l'argent à chacun. Pourquoi les secteurs ou mêmes les cellules ne se mettraient-ils pas à privilégier cette forme d'organisation du travail?

Mais cette solidarité peut s'étendre à d'autres travaux : à l'amélioration de l'habitat, à la cotisation rotative pour permettre à chaque membre du groupe d'avoir accès à certains biens. Ne dénombre-t-on pas une foule d'associations, de coopératives, d'organisations d'entraide que les gens ont créées pour renforcer leurs actions de production, mais qui ne reçoivent pas l'attention des autorités? Est-il en effet normal que les suppressions d'emplois dans plusieurs communes se fassent par exemple au détriment des encadreurs des coopératives?

Beaucoup de mouvements des jeunes, d'inspiration civile ou religieuse, pourraient devenir le fer de lance de la création d'activités productrices pour ces mêmes jeunes.

Pourquoi les parents d'une cellule ne se mettraient-ils pas ensemble pour encadrer leurs enfants qui terminent les CERAIS?

De même, dans le domaine de la commercialisation de la mobilisation du crédit, l'absence d'organisation ne peut qu'être très préjudiciable aux paysans producteurs. Si les paysans se mettaient ensemble, ils arriveraient à se défendre beaucoup plus facilement face aux exactions de certains commerçants et ainsi

obtenir un revenu beaucoup plus rémunérateur. Si les producteurs se mettaient ensemble, en associations, en coopératives, ils pourraient faire échec à ceux qui veulent profiter de leur travail : ils pourraient ainsi vendre au prix officiel leurs produits et racheter à un prix raisonnable au moment de l'ensemencement. Tout cela permettrait d'avoir un impact positif sur leurs revenus.

Pour l'obtention de crédit, le cautionnement solidaire collectif peut aussi faire merveille : c'est le groupe qui obtient des crédits et se les répartit entre les membres. Ainsi, pour éviter au paysan la vente anticipée de sa production, la formule du crédit — soudure, développée par les Banques populaires, la garantie solidaire, peuvent débloquer des crédits importants pour chacun, et le paysan perdra plus facilement la crainte du crédit.

D'autres formes de crédit sont possibles : pour acquérir un vélo-moteur, pour améliorer l'habitat, pour financer la scolarité des enfants ... Dès que les gens se regroupent et acceptent de prendre leurs destinées en main, il y aura tout le crédit qu'il faudra! Pourquoi les parents d'un même secteur ne pourraient-ils pas garantir le prêt octroyé à une coopérative constituée par leurs enfants?

Si de telles associations peuvent encourager le développement de leurs membres, elles faciliteraient aussi d'autres structures. Par exemple, à l'instar des artisans qui ont créé leur propre banque populaire, on peut imaginer d'autres banques populaires ou d'autres caisses mutuelles. Banque ou mutuelle des militaires, banque des fonctionnaires, celle des enseignants, des femmes — pourquoi pas?

C'est solidiairement que l'on peut réussir une prise en charge rapide de la plupart des problèmes à résoudre.

Sur le plan de la vie culturelle, sociale et éducative, de nouvelles méthodes d'organisation devraient aussi être adoptées. L'autodéfense du milieu rural ne concerne pas que les activités lucratives! Des associations destinées à promouvoir l'éducation des enfants peuvent être créées par les parents d'élèves, car l'éducation

n'est pas seulement dispensée à l'école. Les parents peuvent débattre au sein de ce type d'associations librement constituées des méthodes d'encadrement de leurs enfants, des relations parents — élèves face à la modernité; ils peuvent se mettre d'accord pour l'organisation de la vie culturelle des enfants du quartier.

L'un des problèmes majeurs, actuels, c'est que l'éducation est laissée aux seuls instituteurs et à l'Etat. Si les associations de parents suivaient leurs affaires, je suis sûr que l'on ne verrait plus d'instituteurs à 10 h du matin dans les cabarets! Il faut donc que les parents changent aussi de mentalités et s'occupent concrètement de l'éducation de leurs enfants. Les associations peuvent les y aider.

Les associations peuvent aussi renforcer la contrainte sociale et veiller à ce que les comportements des jeunes, des adultes soient conformes aux bonnes moeurs. L'exemple donné et vécu est toujours le meilleur maître de la vie de nos jeunes.

Les associations peuvent ainsi jouer un rôle catalyseur dans la vie socio-culturelle de la communauté!

Même dans le domaine de la justice et de la sécurité, les associations solidaires peuvent jusqu'à redynamiser la capacité de la communauté à résoudre les conflits sociaux!

Si nos tribunaux sont actuellement débordés, c'est parce que le moindre litige est porté devant les juges. Alors si la communauté arrivait à ériger ses propres correctifs, nécessaires à une vie harmonieuse — si, par exemple, on ressuscitait les tribunaux informels capables de trancher certains conflits — alors là les tribunaux officiels pourraient se consacrer aisément aux affaires plus compliquées. Pourquoi ne pas reconnaître le pouvoir du patriarche du village, du chef de famille ce qui permettrait sûrement de résoudre toute une série de conflits qui encombrent nos juges. Le recours aux vieux du village, la prise en charge solidaire et collective de certains problèmes qui sont du ressort de la justice, les associations, même informelles, de militants d'un certain âge, peuvent aider à résoudre divers conflits.

La défense organique des citoyens est une arme dissuasive, très efficace que le milieu rural, et urbain, peut adopter à peu de frais!

Il y a peu de domaines, Militantes et Militants, où la solidarité, où l'association, ne permettent pas de défendre les intérêts de chacun, pour le plus grand bien de la communauté. C'est ensemble que l'on est fort! S'associer, solidairement, parce que l'on a des intérêts communs, c'est la meilleure autodéfense du milieu rural. C'est la meilleure façon pour se faire entendre et avoir gain de cause.

Voilà donc, Militantes et Militants — et vous m'excuserez de m'être enfoncé dans le détail voilà — tout le sens que nous aimerais donner au thème, au mot d'ordre de l'année 1988! Il faudra que durant cette année cette prise de conscience majeure prenne corps concrètement par la mise en place de tout ce qui sera nécessaire pour assurer la défense du milieu rural grâce aux ressources qui lui sont propres! "1988 pour la défense du revenu du Paysan".

Et ce mot d'ordre constitue aussi une puissante interpellation de toutes nos autorités locales, régionales, et nationales pour qu'elles conçoivent des approches enracinées dans notre propre culture, pour qu'elles conçoivent leurs actions, leurs fonctions comme étant essentiellement au service de l'autodéfense, de l'auto-organisation du milieu rural par ses propres forces, pour qu'ils les soutiennent de toutes leurs forces, avec tout leur enthousiasme, avec tout leur engagement.

Le thème de cette année est aussi une légitimation supplémentaire de notre nouveau paradigme de planification. Il en acquiert cette envergure qui fera son originalité.

Le thème de cette année est un préalable, mais aussi un appui indispensable pour que les efforts déployés par les ministères intervenant prioritairement en milieu rural — y trouvent une structure d'accueil et d'organisation prise en charge par les gens eux-mêmes, ce qui constituera la meilleure garantie du succès des

actions promues par ces départements, et par d'autres.

Le thème est aussi un puissant élément pour la promotion de la production agricole, puisque les intérêts des producteurs seront mieux défendus, ce qui est un préalable pour que notre stratégie agro-industrielle puisse se développer et prospérer.

Militantes et Militants,

L'année 1988 sera une année importante pour l'avenir du RWANDA. Vous aurez, nous aurons à élire un nouveau Président de la République; nous aurons à élire un nouveau Parlement. Ce sont des échéances majeures dans la vie de notre jeune démocratie. D'ici quelques mois aura lieu le VI<sup>e</sup> Congrès du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement!

L'année 1988 sera donc particulièrement chargée. Je vous invite dès maintenant à réfléchir sur les défis de notre pays et les moyens d'y faire face. C'est le défi, mais aussi la promesse de 1988.

Je vous souhaite encore une fois une excellente année.

Dieu bénisse chacun de vous, Dieu bénisse chacune de nos familles, Dieu bénisse notre Pays.

Pour que nous-mêmes, et le Rwanda fassions, durant toute l'année 1988, aussi, tous les jours un pas en avant.

Vive le Rwanda  
Et Vivent tous ses amis.